

Nos idées, nos opinions n'ont point changé là-dessus, et sans vouloir (car ce serait absurde) concilier les partis, on peut quelquefois les appeler à se réunir dans un but commun, celui du bien-être et de l'intérêt général du pays.

Aujourd'hui, il faut le reconnaître, il se manifeste dans la presse et dans l'opinion publique, une tendance à améliorer l'état de choses existantes; et il faut espérer que c'est sur le terrain de l'industrie et de l'économie sociale que se retrouveront unis des adversaires politiques longtemps séparés.

Car enfin, il ne faut pas perdre de vue cette vérité, que quelque changement qu'il arrive dans notre avenir, nous devons être un seul peuple; la providence l'a voulu ainsi.

Nous la remercions cette providence d'avoir placé autour de nous des hommes de haute intelligence, et au cœur brûlant d'un véritable amour de leur pays, que des questions de personnes diviseraient, mais qui se réuniront à cet appel, à ces mots d'ordre d'aujourd'hui: "Education, Industrie, Progrès."

Pour nous ce sont ces hommes-là qu'il nous faut, c'est à eux que Dieu a confié la mission sainte de travailler sans relâche, au bonheur du peuple Canadien, en s'occupant incessamment, activement, des nécessités de sa vie intellectuelle et des besoins de l'esprit, comme des intérêts matériels. C'est ce à quoi il faut travailler d'abord.—Cet intérêt domine tous les autres.

En poursuivant notre carrière, il sera toujours présent à notre pensée; c'est sur lui que nous voulons asseoir notre œuvre. Mais, avant de réclamer des sympathies et un aide qui doit la faire fructifier, il importe de dire à tous nos convictions.

En politique, nous comprenons notre tâche plutôt comme moyen d'instruction, quo comme moyen d'action.

Nous conserverons notre opinion, en respectant toutes les opinions; et si nous avons des affections, que nous ne saurions trahir, nous comprenons en même temps que les affections personnelles, intimes, ne doivent jamais être mises, nous ne dirons pas avant, mais seulement en parallèle, avec les intérêts de tous.

Nous laisserons aux sommités de la presse Canadienne la discussion des actes de haute politique, nous contentant de mettre en regard le jugement que les divers organes de la publicité en auront porté; nous réservant, bien entendu, le droit de dire notre pensée toutes les fois que l'avenir de notre patrie, ou les intérêts de nos frères seront compromis.

Voilà notre cadre—la tâche qu'il embrasse est difficile, hérissée d'écueils et de difficultés.

Nous ne l'ouissions point tentée, si nous n'avions la conviction profonde du bien qui peut en résulter dans l'avenir, et dussions nous succomber à la peine, nous nous consolons, en espérant que cette voie ouverte, d'autres avec plus de talents et plus heureux que nous, accompliront notre œuvre.

NOUVELLES ETRANGERES.

AGIOTAGE EN FRANCE.

Si l'on ne fait plus depuis longtemps de comédie au théâtre, il s'en fait de très-bonnes et de très-instructives à la Bourse; c'est là que Lesage irait, de nos jours, chercher de nouveaux types de Turcaret, de M. Ralle, de M. Furot, de Flamand et de Mme Jacob, car les femmes s'en mêlent aussi.

Ce spectacle, bien plus scandaleux que celui de la rue Quincampoix, sous la régence du duc d'Orléans, serait des plus comiques, si l'on n'y voyait que des loups-cerviers qui se flouent les uns les autres; mais, par malheur, la comédie y tourne souvent au drame, et au drame très-lugubre, car la fureur de l'agiotage s'étant emparé de toutes les classes, on y voit des pères de famille venir y livrer aux chances de la spéculation le fruit de leurs économies et l'unique ressource de leurs familles, et tomber ensuite victimes des roueries des aigrefins de la finance; la Bourse s'enrichit aux dépens des caisses d'épargne, et ce sont les niuis qui enrichissent les fripons.

On assure que ce bruit d'écus, qui se fait en passant d'une poche dans une autre, amuse beaucoup certains grands personnages, qui, comme on dit, ont sut tirer à tems leur épingle du jeu, et réaliser de gros bénéfices sur les primes des actions que M. Rothschild leur a si généreusement ou pour mieux dire si habilement distribuées. Nos ministres s'arrangent très-bien aussi de ce honteux état de choses, qui occupe tant de gens de primes et de reports, qu'il ne leur reste pas un moment pour s'occuper de nos plaies politiques.

Les bulletins de notre brave armée d'Afrique sont, pour ces joueurs, d'un bien moindre intérêt que les bulletins de la côte des chemins de fer: tout cela fait une heureuse diversion pour nos hommes d'état, qui se garderaient de mettre un terme à tous ces scandales, et qui favorisent, au moins de leur insouciance, ces turpitudes qui font rougir les honnêtes gens.

On peut avec plus de raison dire de la Bourse d'aujourd'hui ce qu'un poète satirique disait des maisons de jeu d'autrefois:

Caverne à l'avarice ouverte,
Où l'on court le péril certain,
D'être ruiné par la perte
Ou déshonoré par le gain.

(Quotidienne.)

—Le parlement anglais a été de nouveau prorogé le 27 novembre, par commission, au mardi 16 décembre.

—La ligue qui s'est formée en Angleterre contre les lois des céréales devient chaque jour plus imposante. Des adhésions influentes arrivent de toutes parts. A la déclaration si formelle adressée par lord John Russell aux électeurs de la Cité, succède aujourd'hui l'adhésion non moins explicite de lord Morpeth, qui se prononce pour l'abrogation immédiate des lois en question et la liberté du commerce.

Mais, au lieu de considérer comme un échec ces adhésions aux principes de Cobden, le *Standard* chante victoire, car il y voit un signe de considération pour le chef des whigs, lord John Russell, "qui dit-il, battu en brèche de tous côtés par Sir Robert Peel, a été forcé de chercher son salut dans la fange de la ligue."

—On dit que le gouvernement anglais a le projet de ne plus envoyer de condamnés dans la terre de Van-Diemen. Port-Essington deviendrait port libre, et formerait le centre du nouvel établissement pour les déportés.

—A la séance que l'association du rappel a tenue le 24 à Dublin, M. O'Connell a signalé l'apparition de mystérieux placards, qui invitent les fermiers à assassiner leurs propriétaires, et, à ce propos, il a engagé le peuple à s'abstenir de toute émeute, de toute violence, ou de tout ce qui pourrait tendre à entraver la libre circulation des vivres en Irlande, dans le cas où la famine viendrait cet hiver.

—On a jugé, l'autre jour, à la cour d'assises, des malfaiteurs qui ont volé chez M. Roy. Un incident a égayé l'auditoire.

"Vous avez trouvé le manteau de pair de M. le comte Roy, a dit le président à l'un des voleurs; qu'en avez-vous fait?"

—Nous en avons détaché les broderies, croyant que c'était du métal pur, mais ce n'était que du clinquant."

L'époque se peint là tout entière... Le manteau de pair du plus riche Crépus du royaume est orné de similor! O trop naïf aveu contenu dans un fait significatif! Chez ces messieurs, la paire n'offre pas un titre pur, mais seulement du clinquant. Cela brille en apparence; au fond, c'est du chrysoal.

(Charivari.)

—Si l'on fusille, de tems à autre, en Espagne, on y danse beaucoup, par compensation; bien des villes y ont été brûlées; mais, pour se consoler, on forme des quadrilles, et l'on doit se trouver heureux, parce que Narvaez a été créé grand d'Espagne et duc de Valence.

Des consolations! Sont-elles possibles sous ce régime qui torture et ensanglante la Péninsule. Sont-elles possibles lorsque les destinées de ce pays se trouvent sacrifiées à l'intrigue et à l'ambition d'hommes qui veulent, à tout prix,

garder le pouvoir ou aspirent à l'exercer? Ils se réjouissent, ils se donnent des fêtes; mais, tout près de leurs palais, de leurs hôtels magnifiques le peuple fait entendre ses gémissements, ses cris de détresse; car c'est la seule manière dont il puisse participer à leurs joies.

Une de ces fêtes qui sont comme une insulte à la misère publique et aux larmes de tous, a été donnée, le 19, à l'hôtel de Narvaez. Ce ministre, à ce que racontent les journaux ministériels, a dansé avec la reine Marie-Christine; le duc de Riançarez (Munoz) était le cavalier de l'infante Luisa-Fernanda; enfin, l'innocente Isabelle avait accordé à l'ambassadeur français l'honneur de figurer avec elle. Cet honneur doit singulièrement flatter M. Guizot. Il y a là une véritable entente cordiale cimentée par le cornet à piston; et elle mériterait un paragraphe spécial dans le discours, à l'ouverture de la session.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On signale de Madrid les tristes expéditions à l'aide desquels le cabinet Narvaez veut faire triompher les candidats impopulaires qu'il présente aux suffrages des électeurs; candidats choisis, sans exception, parmi les employés du gouvernement, les militaires en activité, les chefs politiques, les intendans, etc. Des agens de confiance ont été envoyés dans les provinces pour donner plus de force à l'action des autorités et aux travaux électoraux. On sait ce que cela veut dire. Le gouvernement espagnol s'inspire à merveille des conseils, de l'exemple du nôtre; et il n'aura point fallu un très-long tems à la Péninsule pour arriver à cette loyauté du système représentatif qui, grâce aux ambitieux et aux intriguans des révolutions, n'est que la mystification la plus complète. Mais qu'elle se console à cet égard, comme sur les autres incidens de l'arbitraire ministériel; qu'elle se console comme ces malheureux qui languissent dans les cachots ou dans l'exil: Narvaez ne vient-il pas d'être fait duc de Valence, avec exemption de tout droit fiscal? "N'est-ce pas là, en effet, dit le *Clamor público*, une récompense nationale qui doit porter la joie au cœur du peuple?"

A propos de cette faveur étrange, une scène, où s'est révélé l'insolent orgueil de Narvaez, a eu lieu au palais d'Isabelle le jour du baise-main. C'est le *Tiempo* qui la raconte. Le général Cartanos, duc de Baylen, félicitant Narvaez du titre et de la grandesse qui venaient de lui être conférés, lui dit qu'il devait s'en trouver d'autant plus flatté que, jeune encore, il pourrait en jouir durant de plus longues années, tandis que lui-même et plusieurs autres personnes n'avaient obtenu cette distinction que dans un âge très-avancé. L'irritable susceptibilité de Narvaez lui fit voir là une allusion maligne, "et il répondit durement au héros de Baylen, dit le *Tiempo*, que le plus petit des services qu'avait rendus le général Narvaez était plus grand que tous ceux du général Castanos, et que, s'il voulait qu'il respectât ses cheveux blancs, il devait commencer lui-même par respecter la haute position du personnage à qui il parlait." Cette réponse impudique très-péniblement le vieux général, connu dans le monde depuis près de quarante années, et dont le nom ne sera jamais oublié. Plusieurs généraux et autres personnages de distinction sont allés lui offrir le témoignage de leurs respectueuses sympathies; il aura pu y trouver une compensation à l'insolence de l'heureux parvenu.

Ronelli a décidément donné sa démission de capitaine-général de Valence; mais on doute que le gouvernement l'accepte, quoiqu'il ait attribué la dernière insurrection à son défaut de surveillance. L'ordre est maintenant rétabli dans cette ville; mais il y a encore de l'agitation dans les esprits, malgré la terreur dont on a voulu les frapper par de sanglantes exécutions.

En Catalogne, le général Breton poursuit son système d'intimidation. Arrivé à Figuières le 20 novembre, avec une colonne, il a réprimandé les milices qui n'avaient pas arrêté les conscrits rebelles; puis il a imposé à la municipalité une amende de 1500 dollars (3,000 fr.), et aux pères de famille celle de 31 quadruples (2,600 fr.); parce que les jeunes soldats de cette ville n'étaient pas encore partis.